



CITIES NETWORK | LE MARCHÉ | LE RESEAU DES VILLES

EUROMED

LE FIGARO. 27 Septembre 2017.

VINCENT-XAVIER MORVAN
NICE

SÉCURITÉ L'actualité de la lutte contre le terrorisme va naviguer cette semaine des berges de la Seine, où l'Assemblée nationale discute (lire ci-dessous) du projet de loi sur la sécurité intérieure portée par le ministre de l'Intérieur, aux rives de la Méditerranée. Plus d'une trentaine de maires ou de représentants de grandes villes européennes et méditerranéennes sont attendus vendredi à Nice pour signer une « déclaration » qui sonne à la fois comme un engagement commun à lutter contre l'extrémisme islamiste et comme un appel à l'Europe pour qu'elle mette la main à la poche. La présence ce vendredi sous les ors du Centre universitaire méditerranéen,

sur la promenade des Anglais, de Julian King, commissaire européen chargé de la Sécurité, et de Gérard Collomb, donne du crédit à cette initiative que l'on doit au maire de Nice, Christian Estrosi.

Nice a investi 30 millions

Avec opportunité, l'homme fort de la ville a monté l'événement en quelques semaines. « Une conférence sur le thème

de la lutte contre la radicalisation était programmée de longue date à Nice avec les villes du réseau Euromed que je préside, raconte l'élu. Mais l'attentat de Barcelone, le 17 août, n'a fait que renforcer l'idée selon laquelle, en matière de terrorisme low-cost, c'est sur les espaces publics dont les maires européens ou méditerranéens ont la responsabilité que ces barbares viennent tuer sans discernement hommes, fem-

més et enfants de toutes confessions, conditions sociales et origines. »

Du coup, poursuit l'édile, « face à ce phénomène commencé à Nice et poursuivi à Stockholm, Berlin et Londres, entre autres, nous avons décidé de porter à l'ordre du jour de la conférence la question de savoir comment les maires européens, qui sont en première ligne face à cette menace, peuvent s'organiser pour être des interlocuteurs auprès

des instances européennes. » Dans l'esprit de Christian Estrosi, la « déclaration de Nice » doit permettre à la fois de tendre vers une harmonisation européenne des législations nationales, de repenser les espaces publics et de débloquer un fonds européen, à l'image du fonds Juncker dédié à l'innovation, pour soutenir financièrement les villes qui veulent aménager leur espace public. Car la facture de



tels dispositifs peut être salée. Nice a ainsi investi 30 millions d'euros en 2017 pour sécuriser la promenade des Anglais et d'autres lieux stratégiques de la ville, et doit de nouveau investir la même somme en 2018 pour poursuivre ces travaux.

Christian Estrosi pousse aussi dans le sens d'une plus grande harmonisation européenne. « En Allemagne, la reconnaissance faciale a été expérimentée

dans certaines gares. C'est donc que la législation, ailleurs, le permet », relève Christian Estrosi, qui déplore de ne pas avoir eu l'autorisation de mener une expérience similaire à Nice.

Toutefois, dans un contexte budgétaire contraint, la question du financement reste cruciale. Willy Demeyer, bourgmestre de Liège et président du Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus), coorganisateur de la

conférence de Nice avec Euromed et les universités de Nice et Toulouse, le résume (lire interview ci-dessous) sans détours : faute de moyens, la tentation serait grande pour les villes de faire une croix sur des événements culturels ou commerciaux devenus impossibles à sécuriser. ■

+ Lire aussi PAGE 14

Les capitales et les grandes villes européennes prises pour cibles

Nombre de morts liés à des attaques terroristes depuis janvier 2015



Dans les capitales ou grandes villes



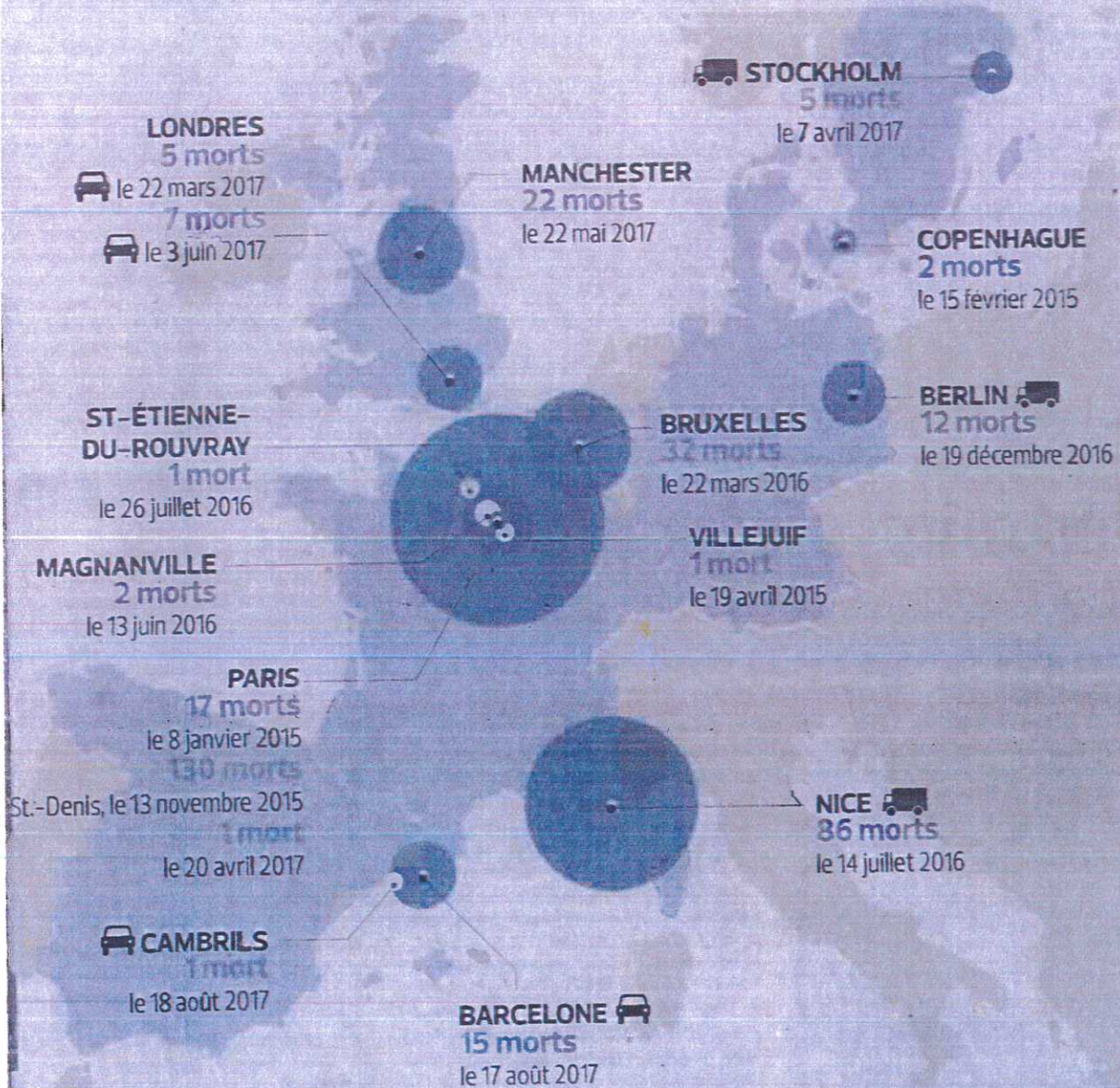
Dans les autres villes



Attaque à la voiture bélier



Attaque au camion



200 km

Sources: AFP et New York Times

Infographie LE FIGARO

Willy Demeyer, maire de Liège: « Nous devons être aidés financièrement »

LE DÉPUTÉ MAIRE de Liège, président du Forum européen sur la sécurité urbaine (Efus) et membre de la commission d'enquête sur les attentats de Bruxelles, porte un regard aigu sur la lutte à mener contre le terrorisme.

LE FIGARO. - Que pensez-vous de villes comme Nice ou Paris qui prennent des dispositions, sur la promenade des Anglais ou à la tour Eiffel, pour sécuriser l'espace public ?

Willy DEMEYER. - Nous n'avons pas le choix. On attend de nous que nous tenions compte de ce qui s'est passé et adaptions l'espace public aux menaces. Si nous ne faisons rien, notre responsabilité pourrait être mise en cause. Le lendemain de l'attentat de Nice, j'ai organisé une réunion à Liège pour sécuriser les différents lieux qui présentaient une similitude avec la promenade des Anglais et qui étaient propices à un attentat au camion-bélier. C'est le cas du marché dominical, qui est un des plus grands d'Europe et qui se tient sur un quai, ou de la Foire aux variétés, la fête foraine qui se déroule chaque année sur un grand boulevard.

Comment avez-vous fait ?

On a utilisé les camions des marchands et on les a mis en travers de la route. Mais la menace, elle aussi, évolue, le mode opératoire des terroristes s'adapte, c'est un combat permanent.

Sécuriser les villes a un coût. Êtes-vous favorable à un financement européen ?

Évidemment. Même si certains attentats ont touché aussi de petites villes en Europe, ce sont principalement les grandes qui sont visées. Nous devons être aidés, car si la pression budgétaire se fait trop forte sur les villes, il y a un moment où on pourrait être amenés à réduire le volume d'activités, et ce serait terrible car cela donnerait raison aux terroristes. Si nous ne pouvions pas sécuriser des événements culturels ou commerciaux, la tentation serait grande de les annuler. À Liège, cela fait plus de



« La menace, elle aussi, évolue, le mode opératoire des terroristes s'adapte, c'est un combat permanent »

WILLY DEMEYER IMAGEFORUM

deux ans qu'on vit dans cette situation, avec une menace placée aujourd'hui au niveau 3, et nous avons atteint les limites de ce que nous pouvons endurer.

Vous êtes membre de la commission parlementaire sur les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles, qui doit formuler le mois prochain des recommandations destinées à être traduites dans la loi. Quelles sont-elles ? Il y a un volet qui concerne l'architecture de la sécurité, notamment en matière de renseignement. Comment cir-

cule-t-il entre les différents services de police et de justice, comment circule-t-il dans le monde entre l'Europe et l'Amérique du Nord, comment assure-t-on le suivi des personnes repérées... Et il y a aussi une autre question essentielle, celle de la prévention de la radicalisation. Il faut rechercher l'épanouissement des personnes dans un projet qui soit, si possible, utile socialement. Le phénomène de la radicalisation ne touche pas que des gens profondément musulmans. On le voit dans les départs pour la Syrie, il n'y avait pas que des enfants de familles intégristes. C'est un phénomène qui touche les personnes qui ne trouvent pas leur place dans la société. Il faut beaucoup miser sur l'enseignement, la culture, le sport, pour emmener les adolescents sur un chemin positif, ou sinon ils vont en prendre un autre qui ne va pas nous plaire.

La déclaration qui doit être adoptée à Nice vous semble importante ?

Oui, c'est très important que les villes s'investissent et qu'une coopération européenne se mette en place sur ce sujet. Le terroriste voyage en Europe comme un poisson dans l'eau et se joue des différences entre les régimes juridiques de nos pays. C'est pour cela que la coordination est importante, et le fait d'avoir, avec le Forum européen de la sécurité urbaine, un outil pour le faire est important également. L'avenir de l'Europe passe par la capacité des métropoles à se fédérer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR V.-X.M.